

Pourquoi les femmes africaines se plaignent-elles encore ?
Loin des mythes, face l'essentiel nié

La responsabilité sociale, l'apanage de tous

Le culte de la personnalité et la sycophanie dans l'église
catholique congolaise

Vernissage de deux ouvrages majeurs et dénomination de la salle
« Père. Ferdinand MUHIGIRWA, S.J. »

Lancement de l'Observatoire d'actualités en RD Congo :
Restitution de la participation du Centre Arrupe à la COP 30



**N'ÉTEIGNONS PAS L'ESPRIT.
INTERROGEONS TOUT**





SOMMAIRE

p.2 ÉDITORIAL

N'éteignons pas l'esprit. Interrogeons tout
Elie E. BOKELE

p.3 CULTURE & SOCIÉTÉ

p.3 Andreita FAÏDA MBULUKU

Pourquoi les femmes africaines se plaignent-elles encore ? Loin des mythes, face à l'essentiel nié

p.6 Paulo Adão Mateus Gunza, SJ

La responsabilité sociale, l'apanage de tous

p.7 Jérémie MATUMONA, SJ

Le culte de la personnalité et la sycophanie dans l'église catholique congolaise

p.9 LES ÉCHOS DU CARF

p.9 Elie E. BOKELE

Vernissage de deux ouvrages majeurs et dénomination de la salle « Père. Ferdinand MUHIGIRWA, S.J. »

p.12 RECOLLECTION ANNUELLE 2026 : « Collaborateurs dans une mission de réconciliation et de justice »

p.15 BIJIRAMUNGU Julien, SJ

Lancement de l'Observatoire d'actualités en RD Congo : Restitution de la participation du Centre Arrupe à la COP 30

p.18 LENGE M. Adrien

Mission de service effectuée à Luisha pour la mobilisation, l'actualisation et la mise en place des données référentielles des bénéficiaires du projet Donosti III

p.20 Célébration de la vie consacrée à Lubumbashi : le CARF offre une conférence sur les défis de la vie consacrée : approche psycho-spirituelle

p.23 LES ACTUALITÉS

Evodie ILUNGA

ÉDITORIAL



Elie E. Bokele

Master Ir Civil des Mines, Chercheur indépendant et Assistant de la Direction du CARF

N'ETEIGNONS PAS L'ESPRIT. INTERROGEONS TOUT

L'année 2026 prend son envol avec ses aspirations et ses doutes, ses joies et ses peines, ses consolations et désolations dans un monde en pleine mutation, où les certitudes vacillent et où les appels à la justice, à la vérité et à la fraternité résonnent avec une urgence beaucoup plus grande. Face à ces mouvements de changement qui ne cessent d'accroître, faudrait-il se contenter d'observer ? De subir ou d'agir ? D'être ou de ne pas être ? A travers cette nouvelle parution de son journal *Frontières*, le CARF se fait l'écho de cette inquiétude profonde qui devrait interpeller tout un chacun. Il nous convie à plonger au cœur des tensions qui secouent notre société congolaise et notre Eglise, tout en mettant en lumière les élans d'espérance qui continuent de les habiter.

Il nous exhorte à ne pas laisser s'éteindre en nous la flamme de l'Esprit, mais à poser un regard lucide et responsable sur tout ce qui se présente à nous ; à la manière de l'appel pressant de l'Apôtre Paul : « *Discernez la valeur de toute chose : ce qui est bien, gardez-le* » (1 Th 5, 21).

En effet, ce numéro ose aborder, avec la rigueur du chirurgien et la compassion du Bon Samaritain, deux pathologies de notre corps social et ecclésial. D'abord, il écoute, sans détour, la plainte trop souvent banalisée de nos sœurs et de nos mères : « **Pourquoi les femmes africaines se plaignent-elles encore ?** » La question brûle les lèvres mais une réponse avec une froide éloquence démontre des faits aux sarcasmes de la mauvaise foi et l'essentiel nié : l'éducation, la sécurité, l'autonomie et la dignité la plus basique. Ces revendications ne sont pas un caprice. Elles sont la voix de l'Evangile qui s'appauvrit, Lui qui s'est incarné dans le sein d'une femme et s'est révélé d'abord à des femmes. En regard, la réflexion sur « **La responsabilité sociale, l'apanage de tous** » nous rappelle que la construction de la cité n'incombe pas seulement à l'État, mais à chaque citoyen appelé à dépasser ses intérêts égoïstes pour servir le bien commun. C'est un appel à être des citoyens, des *co-responsables* du bien commun appelés à servir de manière désintéressée.

S'il faille être « *des serviteurs désintéressés* », l'autorité n'est servante qu'en se faisant humble ; elle n'est paternelle qu'en écoutant ses fils et ses filles. Et pourtant une situation inquiète : « **Culte de la Personnalité et la Sycophanie dans l'Eglise Catholique Congolaise** ». Il s'agit ici de regarder en face certaines ombres qui défigurent notre corps ecclésial. Une tentation guette : celle de sacraliser les personnes et les fonctions, jusqu'à ériger des cours de louanges où la vérité se tait. Cette pratique étouffe le dialogue, change l'autorité en domination, et éloigne les fidèles de l'essentiel : le Christ. L'analyse appelle à retrouver l'essence du service hiérarchique, à la manière du Christ qui est allé jusqu'au lavement des pieds de ses disciples : non pas une autorité qui asservit et divise ; mais une autorité qui libère et unit. Il s'agit d'un plaidoyer courageux pour une Eglise véritablement *synodale*, où l'obéissance est éclairée et où la parole prophétique peut jaillir de chaque baptisé.

Ces pages de *Frontières* portent donc un double examen de conscience, ecclésial et social. Elles sont aussi nourries de la vie du CARF et des actualités de notre société. Elles n'appellent pas à la tiédeur des certitudes acquises, mais à l'audace qui examine, au cœur qui discerne et à la parole qui ose nommer le « réel », dans ses grandeurs et ses misères. Comme l'écrivait le Père Pedro Arrupe, S.J, dont le **Centre Arrupe pour la Recherche et la Formation (CARF)** porte fièrement le nom : « *former des hommes et des femmes pour les autres* ». Des hommes et des femmes libres, capables de « *tout examiner* » à la lumière de l'Évangile, pour « *retenir ce qui est bon* » et bâtir, avec tous les hommes de bonne volonté, une société plus juste et une Église plus fidèle.

Nous vous invitons à cette lecture, non pas en spectateurs, mais en disciples d'une mission beaucoup plus grande. *Ad Majorem Dei Gloriam*.

CULTURE & SOCIÉTÉ



Andreita Faïda Mbuluku

Titulaire d'un master en agroalimentaire à l'université Loyola du Congo, d'un master en sciences de la population et du développement à l'université catholique de Louvain et membre du groupe de recherche "JUWA".

POURQUOI LES FEMMES AFRICAINES SE PLAIGNENT-ELLES ENCORE ? LOIN DES MYTHES, FACE A L'ESSENTIEL NIE

Aujourd'hui encore, on entend quelques fois la question suivante : « Pourquoi les femmes se plaignent-elles alors qu'elles ont plus de droits que les hommes ? Quels droits supplémentaires revendiquent-elles ? ». Cette réflexion, qui revient souvent dans les conversations, s'appuie sur des exemples isolés, tels que le fait que la parole des femmes soit parfois davantage entendue dans les affaires de violences sexuelles que celle des hommes, ou encore sur la norme sociale qui veut qu'en cas de danger, on protège ou sauve d'abord les femmes avant les hommes.

Aussi invraisemblable que cela puisse paraître, pour certains encore aujourd'hui, ces deux éléments réunis suffisent à considérer que les femmes n'ont pas à se « se plaindre ».

Les droits des femmes se limiteraient-ils à ces cas isolés ? C'est-à-dire à une certaine présomption de crédibilité dans les affaires de violences conjugales et sexuelles, ou à quelques normes sociales de protection ? Qu'en est-il de toutes les autres situations auxquelles elles sont confrontées dans leur quotidien ? Les droits formels et les privilèges apparents reflètent-ils l'égalité réelle en Afrique ?

Revenons à la question du début. Sans évoquer le débat du féminisme, un mot qui crispe vite en contexte africain, nous nous contenterons des droits des femmes, de la vision qu'en ont certains, et qui mérite que l'on s'y penche sérieusement. Lorsque les femmes dans le contexte Africain



revendiquent leurs droits, il ne s'agit pas encore d'équilibrer la charge mentale au sein du ménage, ni d'enseigner à chaque humain – femme comme homme –, à cuisiner pour répondre à un besoin vital. Non, on n'en est pas encore au stade où on ose contester que les filles assument en majorité toutes les tâches ménagères après l'école et avant leurs devoirs scolaires, pendant que leurs frères tapent dans un ballon ou sur une manette. Non, nous n'en sommes pas là. Mais quels droits revendiquent-elles donc au juste ?

Peut-être qu'il s'agit des droits encore inachevés, pourtant fondamentaux comme l'éducation. Selon l'UNESCO, en 2024, 9 des 10 pays avec les taux les plus élevés de non-scolarisation des filles sont en Afrique subsaharienne. Dans huit de ces dix pays, au moins 50% des filles en âge scolaire ne vont pas à l'école. À peine deux tiers terminent le primaire, et seulement 4 sur 10 bouclent le premier cycle secondaire. En chiffres bruts : 32,6 millions de filles en âge primaire ou collège restent sur le carreau¹. Derrière ces statistiques se cachent des mariages précoces ou des grossesses adolescentes.

Ou peut-être font-elles allusion à l'accès aux terres ? Les lois modernes proclament l'égalité, mais la majorité des femmes africaines n'y ont toujours pas accès. Elles représentent pourtant près de 50% de la main-d'œuvre agricole, exclues des droits d'héritage et des décisions foncières. Dans certains pays, les coutumes locales leur barrent encore la route de l'héritage, ce qui limite leur autonomie économique². Ou bien font-elles encore allusion à leur représentation en politique ? En 2024, les femmes n'occupent que 25% des sièges parlementaires en Afrique (chambres basses et hautes confondues). Le Rwanda fait figure d'exception avec 61%, mais d'autres pays comme le Nigeria, stagnent à 4%. Malgré les quotas dans 41 pays africains, la parité reste un mirage : au rythme actuel, elle n'arriverait qu'en 2100³.

Peut-être qu'au fond, il s'agit tout simplement de leur intégrité physique, de leur droit à la vie ? Les violences faites aux femmes restent endémiques. En Afrique de l'Ouest, plus de 40% des femmes en sont victimes ; en Afrique centrale, ce chiffre grimpe à 65%. En 2023, près de 51 000 féminicides ont été recensés dans le monde, dont près de la moitié en Afrique. L'Afrique a enregistré les taux les plus élevés de féminicides commis par un partenaire intime ou un proche, avec 21 700 victimes cette même année⁴. Ajoutons les mutilations génitales féminines (MGF), selon l'Unicef, 230 millions de femmes et filles les ont subies dans le monde, dont 144 millions en Afrique. Elles ont été recensées dans 31 pays, particulièrement 27 en Afrique⁵.

On a beaucoup parlé de cette fameuse « présomption de crédibilité dans les affaires de violence sexuelle et conjugale », Mais qu'est-ce que ça veut dire concrètement en contexte africain ? Combien de femmes ont été victimes d'agressions sexuelles par des officiers de police eux-mêmes, alors qu'elles venaient justement porter plainte ? Selon AfrikManagement, bien que 81% des citoyens croient que la police prendra les cas de violences basées sur le genre (VBG) au sérieux, plus de la moitié (52%) pensent que les victimes risquent d'être critiquées, harcelées ou humiliées

¹ Guest Contributor, « L'éducation des filles, un catalyseur pour le changement en Afrique ». *Global Voices*. Traduit par Galipette Pieumi. 6 juin 2025. <https://fr.globalvoices.org/2025/06/06/295660/>

² ZOMA, Vincent, and Teneé Angèle Nabaloum, "Femme Et Foncier En Milieu Rural En Afrique Subsaharienne." GRIN Verlag, 2022. https://www.academia.edu/84105829/Femme_et_foncier_en_milieu_rural_en_Afrique_Subsaharienne

³ International IDEA, « Participation politique des femmes : Baromètre Afrique 2024 », 2024. [https://iknowpolitics.org/fr/learn/knowledge-resources/participation-politique-des-femmes-barom%C3%A8tre-afrique-2024.\[web:125\]](https://iknowpolitics.org/fr/learn/knowledge-resources/participation-politique-des-femmes-barom%C3%A8tre-afrique-2024.[web:125])

⁴ BBC News Afrique, « Violences basées sur le genre : l'état des lieux en Afrique ». 5 décembre 2024. <https://www.bbc.com/afrique/articles/cm20jil6j8yo>.

⁵ Andro, A. et Lesclingand, M. (2016), Les mutilations génitales féminines. État des lieux et des connaissances. Population, 71(2), 224-311. <https://doi.org/10.3917/popu.1602.0224>.



par leurs communautés en signalant ces crimes⁶. Et que dire des violences sexuelles dans les contextes carcéraux chaotiques, lors d'interpellations policières, qui se produisent dans une dynamique de pure domination et d'humiliation ? Et les violences en situation de guerre, compte tenu de leur ampleur, méritent-elles qu'on s'y attarde ?

Sans oublier la violence verbale, dénigrante et rabaissante que nombreuses femmes subissent constamment, des espaces familiaux censés être *safe* jusqu'à la rue.

Qu'est-il du harcèlement et des attouchements dans les transports en commun, encore si mal documentés ? La surpopulation de ces espaces urbains de transport et d'intégration favorise bousculades, manquements au respect et violences ouvertes. Voici un extrait des résultats d'une étude menée en 2017 en Côte d'Ivoire, sur le frotteurisme dans les transports publics :

« Les violences sexuelles exercées dans les bus de la SOTRA au sein de la ville d'Abidjan sont une réalité récurrente qui touche en majorité des femmes de 14 à 39 ans et sont principalement l'œuvre d'hommes âgés de 15 à 46 ans. Les principaux types d'agressions sexuelles relevés sont ici le frottement (60%), le frôlement (25%) et les attouchements (15%). Les agresseurs sexuels opèrent à tout moment de la journée, et spécifiquement quand les bus sont bondés, aux heures de pointe (entre 6 heures et 8 heures le matin, et de 18 heures à 20 heures le soir⁷). ». Ces chiffres ne sont de toutes évidences pas représentatifs de l'ensemble du territoire ivoirien, et encore moins de l'Afrique subsaharienne, mais ils révèlent la profondeur et la gravité du phénomène qu'ils donnent à voir.

Loin des mythes sur des « droits excessifs », les femmes africaines revendiquent l'essentiel. C'est si dommage de devoir encore s'attarder sur des réalités aussi basiques telles que l'éducation, l'accès aux terres, la représentation politique, l'intégrité physique face aux violences de toutes sortes, les féminicides endémiques et les agressions quotidiennes comme les attouchements dans les transports publics. Ces luttes ne sont pas du luxe, mais la base d'une égalité vitale. Ignorer cela, c'est perpétuer l'injustice. Il est temps de passer des paroles aux actes concrets.

⁶ Afrik Management, « La violence basée sur le genre en Afrique : Les chiffres parlent ». 23 novembre 2023. <https://afrikmanagement.com/index.php/2023/11/23/la-violence-basee-sur-le-genre-en-afrique-les-chiffres-parlent/>.

⁷ Crizoa H., « Femmes et frotteurisme dans les autobus à Abidjan », 2017, *Studies in African Society* SAS-1252, fichier PDF personnel. <file:///C:/Users/drctm/OneDrive/Documents/Ouvrages/Femmes/sas-1252.pdf>



Paulo Adão Mateus Gunza, SJ

Penseur libre,
Étudiant en informatique

LA RESPONSABILITE SOCIALE, L'APANAGE DE TOUS

Si la façon dont toute société est gouvernée et dirigée se veut conditionnée par la capacité et les projets de l'entité majeure qui représente cette même société, il est légitime de s'interroger sur les intérêts et les possibles motivations qui animent toute son activité. Si pour certains, les efforts consentis devraient créer des portes pour un possible progrès, dans la diversité de domaines qui constituent la vie sociale, pour d'autres, garder le même état d'esprit devrait être la priorité, afin de donner un sens au legs laissé par leurs prédécesseurs.

Il est difficile, de nos jours, de vivre sans se rendre compte ou sans constater les transformations animées par les différentes activités humaines, et de ne pas en subir les conséquences, par le fait d'appartenir à cette même société. De cette manière, il n'est pas étonnant

qu'un certain monopole de la société soit observé. Des pratiques telles que vivre aux dépens du trésor public, ou encore l'absence de vision stratégique chez certains dirigeants, favorisent une forme de relativisme qui fragilise la cohésion et compromet toute possibilité de conciliation au sein de la société.

Il importe de mettre en évidence que la plupart des actions sociales relèvent de la responsabilité des pouvoirs publics ; d'où la nécessité de repenser les politiques mises en œuvre afin d'assurer une gouvernance plus efficace et plus juste. A cet égard, certains facteurs doivent impérativement être pris en considération, notamment l'enrichissement illicite au détriment du trésor public et l'absence de vision stratégique chez certains dirigeants. De telles dérives favorisent un relativisme délétère qui fragilise les fondements du vivre ensemble. Il devient dès lors essentiel d'élaborer des mécanismes aptes à renforcer la réconciliation nationale et à consolider la cohésion sociale.

Dans cette perspective, la réalité vécue, devient le reflet de toute action exprimée par l'activité de l'autorité à qui la responsabilité incombe de garantir l'harmonie sociale, soutenue par des valeurs qui émergent du sens d'appartenance à cette dernière. Raison pour laquelle, tout prisme politique, devra être orienté vers l'accomplissement du bien commun.

Les différentes perspectives de vie qui animent les différentes manières d'être présent dans la société constituent le point de départ qui conditionne le niveau d'appartenance de tout un chacun, en le situant ainsi dans une classe sociale bien déterminée. Ainsi, appartenir à telle ou telle autre classe sociale nous permet de participer d'une manière bien déterminée à sa vie sociale, étant donné que l'expérience faite dans la pluralité de circonstances n'annule pas l'impact des uns et des autres, par le simple fait que ces dernières influencent nos visions qui suscitent notre participation dans la société. De cette manière, ne pas considérer d'autres formes de perception de la vie sociale reviendrait à tout monopoliser, en réduisant les points de vue et en limitant l'ouverture de l'horizon.

La diversité de modes de vie n'empêche pas qu'il puisse exister une perspective que nous considérons comme notre réalité, puisque nous entrons en relation les uns avec les autres en fonction de nos expériences vécues, en fonction de ce que nous avons et ce que nous sommes. Par conséquent, présenter la manière de vivre comme une uniformisation, en se basant uniquement

sur la nôtre, n'équivaudrait pas à un équilibre social, car cela ne constitue qu'une simple facette de la vie en société. Il est crucial de faire une présentation complète qui puisse fournir une vue d'ensemble de la vie sociale, plutôt que de se limiter aux statuts sociaux. Parvenir à ce niveau de compréhension et arriver à opérer cette distinction nous permettraient d'harmoniser notre façon de vivre avec notre manière d'exprimer la vie sociale.

Penser une société où règnent l'harmonie, la paix et la tranquillité suppose une véritable réconciliation qui ne laisse pas à désirer, car tous les efforts consentis pour préserver ces valeurs civiques nous rapprochent d'une vie stable, construite sur des bases solides. Pouvoir atteindre un tel niveau demande un travail de longue haleine, où chaque individu met de côté ses intérêts personnels, et se focalise avant tout sur les intérêts de la nation. Par conséquent, l'expression par excellence de l'amour pour la nation serait sa participation active dans la vie sociale, en mettant de côté toute possibilité d'une participation désintéressée ou animée par des intérêts égoïstes.

En somme, le grand défi de l'Etat consiste à harmoniser la nation dans ses diverses dimensions, en proportionnant ainsi à cette dernière la garantie de vivre de manière cohérente avec les principes qui constituent les piliers de la vie en société. Pourtant, progresser en conformité avec les plans tracés pour un vivre-ensemble harmonieux, se veut comme le facteur primordial pour pouvoir éviter des attaques préméditées, des discréditations de la part des autres, des attitudes égoïstes qui consistent à faire passer les intérêts personnels avant les intérêts communautaires et en fin, pour éviter d'alimenter des divisions qui ne trouvent pas leurs raisons d'être, car de ces dernières subviennent discords, mésententes, mauvaises interprétations et d'autres antagonismes qui ne favorisent pas l'harmonie sociale.

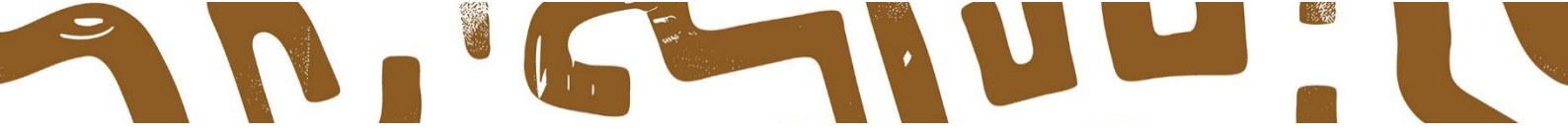


Jérémie Matumona, SJ

Scolastique jésuite, étudiant à la Faculté de philosophie de l'Université Loyola du Congo. Passionné par la vie de l'Église catholique en Afrique, particulièrement au Congo, il s'intéresse aussi aux réalités quotidiennes de la société congolaise. Pèlerin de l'espérance, il porte la conviction qu'un changement profond est possible et qu'un avenir meilleur attend le Congo et l'ensemble du continent africain.

LE CULTE DE LA PERSONNALITE ET LA SYCOPHANIE DANS L'ÉGLISE CATHOLIQUE CONGOLAISE

L'Église catholique, en tant qu'institution divine et humaine, n'est pas à l'abri des dérives qui affectent les sociétés dans lesquelles elle évolue. En République Démocratique du Congo, un pays à forte majorité chrétienne et où l'Église catholique joue un rôle social et politique de premier plan, des dynamiques de pouvoir similaires à celles observées dans la sphère politique peuvent émerger. A travers ces lignes, nous voulons analyser, sous un angle philosophique, le phénomène du culte de la personnalité à l'égard des supérieurs hiérarchiques et la sycophanie qui en découle au sein de l'Église catholique congolaise. Il s'agit d'une réflexion critique sur la manière dont l'autorité est parfois exercée et perçue, et sur les conséquences spirituelles et morales de ces dérives.



Dans la tradition catholique, l'obéissance aux supérieurs est une vertu importante, fondée sur le modèle du Christ obéissant au Père⁸. Cependant, cette obéissance n'est pas censée être aveugle ou absolue. Le Concile Vatican II a rappelé que chaque baptisé est doté d'une conscience et d'une intelligence, et que l'obéissance doit toujours être éclairée par la foi et la raison⁹. Or, dans certains contextes, et notamment dans l'Église congolaise, on observe une tendance à sacraliser la figure du supérieur (évêque, prêtre, supérieur de communauté), au point que sa parole devienne "parole d'évangile", incontestable et absolue¹⁰.

Ce culte de la personnalité ecclésiastique se manifeste par une concentration du pouvoir et de l'autorité entre les mains d'une seule personne, dont les décisions sont rarement remises en question¹¹. Le supérieur n'est plus seulement un guide spirituel, mais une figure paternelle autoritaire, dont la volonté est perçue comme l'expression directe de la volonté de Dieu. Toute forme de critique ou de désaccord est alors interprétée, non pas comme une contribution constructive, mais comme un acte de rébellion, une insubordination, voire un "péché grave" qui entraîne des conséquences disciplinaires. Cette conception erronée de l'autorité étouffe le dialogue fraternel et la coresponsabilité, qui sont pourtant des éléments essentiels de la vie ecclésiale.

Face à cette concentration du pouvoir, une cour de sycophantes¹² se forme inévitablement autour du supérieur. Des prêtres, des religieux, des religieuses et même des laïcs, par crainte des conséquences ou par désir d'obtenir des faveurs, se livrent à une flatterie excessive et à une louange constante du chef. Leur objectif est de rester dans les bonnes grâces du supérieur, de s'assurer une position confortable, une promotion ou des avantages matériels. Ils deviennent les gardiens du temple, les défenseurs zélés de l'autorité en place, prêts à dénoncer et à marginaliser ceux qui osent exprimer une opinion divergente¹³.

Ce comportement de courtoisie pervertit les relations fraternelles au sein de l'Église. La sincérité et la vérité sont remplacées par l'hypocrisie et le calcul. Les décisions ne sont plus prises en fonction du bien commun de la communauté chrétienne, mais en fonction des intérêts de ceux qui ont réussi à gagner la confiance du supérieur. Les plus compétents et les plus critiques sont écartés au profit des plus dociles et des plus flatteurs. Cette situation crée un climat de méfiance et de division, qui nuit à la mission d'évangélisation de l'Église.

Les conséquences de ces dérives sont profondes. Sur le plan spirituel, le culte de la personnalité et la sycophanie détournent les fidèles de l'essentiel : le Christ. L'attention est focalisée sur l'homme plutôt que sur Dieu, et la foi risque de se transformer en une dévotion personnelle envers un leader charismatique. La relation à Dieu est médiatisée par la figure du supérieur, qui devient un écran entre le croyant et le divin¹⁴.

Sur le plan pastoral, ces dynamiques paralysent l'action de l'Église. Les initiatives qui ne sont pas approuvées par le supérieur sont étouffées, et la créativité est découragée. La peur de déplaire empêche les agents pastoraux de prendre des risques et d'innover. L'Église se replie sur elle-même, incapable de répondre aux défis du monde contemporain et de proposer une parole prophétique.

⁸ Philippiens 2,8

⁹ Concile Vatican II, *Perfectae Caritatis*. Décret sur l'adaptation et le renouveau de la vie religieuse, 28 octobre 1965, §14.

¹⁰ Évangile 21, *Comment repérer un culte de la personnalité*. Disponible sur : <https://evangile21.thegospelcoalition.org/article/comment-reperer-un-culte-de-la-personnalite/>

¹¹ France Catholique, *Une tentation : le culte de la personnalité*. Disponible sur : <https://www.france-catholique.fr/une-tentation-le-culte-de-la-personnalite.html>

¹² Dictionnaire de l'Académie française, Sycophante. Disponible sur : <https://www.dictionnaire-academie.fr/article/A9S3810>

¹³ La Presse, *En finir avec l'obéissance aveugle*. Disponible sur : <https://www.lapresse.ca/debats/opinions/2020-02-25/en-finir-avec-l-obeissance-aveugle>

¹⁴ Ligonier Ministries, *Le culte un, saint, catholique et apostolique*. Disponible sur : <https://fr.ligonier.org/articles/le->

La synodalité, prônée par le Pape François, qui invite à "marcher ensemble" dans l'écoute et le dialogue, est vidée de son sens dans un tel contexte.

Conclusion : Pour une Église Synodale et Prophétique

Il est urgent de déconstruire ces modèles de pouvoirs cléricalistes et autoritaires qui défigurent le visage de l'Église. Cela passe par une conversion des mentalités, tant chez les supérieurs que chez les fidèles. Les supérieurs doivent apprendre à exercer leur autorité comme un service, dans l'humilité et le dialogue, en reconnaissant la dignité et les charismes de chaque baptisé. Les fidèles, de leur côté, doivent sortir de la passivité et de la peur, et oser prendre leur place dans la vie de l'Église, en exprimant leurs opinions avec courage et charité.

L'Église catholique congolaise, par sa vitalité et sa foi profonde, a les ressources nécessaires pour surmonter ces défis. En s'appuyant sur les enseignements du Concile Vatican II et sur l'appel du Pape François à construire une Église synodale, elle peut devenir un modèle de communion fraternelle, où l'autorité rime avec le service, et où la vérité est recherchée dans un dialogue confiant et constructif. C'est à ce prix qu'elle pourra être fidèle à sa mission d'annoncer l'Évangile et d'être un signe d'espérance pour le peuple congolais.

LES ÉCHOS DU CARF



Elie E. Bokele

Master Ir Civil des Mines, Chercheur indépendant et Assistant de la Direction du CARF

VERNISSAGE DE DEUX OUVRAGES MAJEURS ET DENOMINATION DE LA SALLE « P. Ferdinand MUHIGIRWA, S.J. »

Le dimanche 4 janvier 2026, dans la Salle P. Matungulu, le **Centre Arrupe pour la Recherche et la Formation (CARF)** a vibré au rythme d'une double célébration : celle de la pensée critique africaine à travers le vernissage de deux ouvrages majeurs, et celle de la dénomination de salle. Dans une atmosphère à la fois recueillie et chaleureusement animée par le Maestro François Amisi, l'institution a démontré, en ce début d'année, son rôle de plaque tournante pour la réflexion stratégique et théologique sur le continent.

L'événement, modéré avec maîtrise par l'Abbé Jean-Baptiste Lenge, a débuté par une prière d'ouverture de l'Abbé Emmanuel Lwamba, invoquant la lumière de l'Esprit sur les travaux allaient être présentés. Le Père Toussaint Kafarhire Murhula, S.J., Directeur Général, a ensuite prononcé un mot d'accueil chaleureux, soulignant la fierté du CARF d'être l'hôte de tels travaux qui incarnent la mission du centre : produire et diffuser une connaissance engagée et transformative.

Deux ouvrages, une même quête de sens pour l'Afrique

Le cœur de la première partie de la soirée a battu au rythme de la présentation de deux ouvrages. L'Abbé Emmanuel Lwamba a introduit avec précision l'ouvrage de l'Abbé Jean-Luc Mulyanga, « *Penser Dieu en Afrique : Esquisse kâmanienne d'une théologie de la reconstruction* ». Il en a exposé l'ambition : fonder une réflexion théologique qui, à partir du terreau philosophique kâmanien, participe activement à la reconstruction intellectuelle et spirituelle du continent.



Dans un second temps, le Père Martin Bahati, S.J., Chargé des Programmes du Centre Arrupe, a présenté avec passion « *Afromanie : Essai d'études africaines* » du Père Christian Mukadi Ilunga, S.J. Il a mis en lumière la démarche de l'auteur, qui revisite avec une rigueur joyeuse et un engagement sans faille les fondements des études africaines, en proposant une lecture à la fois critique et profondément amoureuse des réalités du continent.

Le moment solennel du baptême des livres est venu couronner ces présentations. Le Professeur Christian Kunda a officié pour l'ouvrage de l'Abbé Mulyanga, tandis que le Père Ferdinand Muhigirwa, S.J., lui-même, a baptisé l'« *Afromanie* » du Père Mukadi. Ce geste symbolique, marquant l'entrée officielle des ouvrages dans le monde de la connaissance et du débat public, a été suivi d'un riche temps d'échanges entre le public et les auteurs, modéré avec finesse par le Père Toussaint Kafarhire.

Un hommage émouvant à un pionnier



La seconde partie de la cérémonie a revêtu une dimension plus intime et historique avec la cérémonie de dénomination de la salle « **Père Ferdinand Muhigirwa, S.J.** ». Prenant la parole, le Directeur Général a retracé avec émotion et gratitude le parcours et l'œuvre pionnière du Père Ferdinand en tant que premier Directeur du CARF. Il a salué sa vision, son dévouement ainsi que les fondations solides qu'il a posées, faisant de lui une figure incontournable de l'histoire de l'institution.

Visiblement ému par cet hommage, le Père Ferdinand Muhigirwa a pris à son tour la parole. Il a exprimé sa profonde gratitude au CARF pour ce geste qui, loin d'être une simple consécration du passé, l'encourage à persévérer dans sa mission. *« Cet acte, a-t-il confié, me pousse encore à travailler, partout où je passe, pour les idéaux qui ont conduit à la création de ce centre. »* Ses paroles, simples et fortes, ont suscité une longue ovation de l'assemblée.

La soirée s'est achevée dans la convivialité d'un cocktail, ponctué par les séances de vente et de dédicace des ouvrages, où auteurs et invités ont pu prolonger les discussions. Les échanges se sont poursuivis bien au-delà de l'heure officielle de clôture.

En mêlant ainsi l'hommage à la pensée naissante et à la mémoire fondatrice, le CARF a offert une magnifique illustration de sa propre dynamique : enraciné dans une histoire riche et des valeurs solides, il regarde résolument vers l'avant, en cultivant l'espérance à travers le travail de l'intelligence et le service de la communauté.

RECOLLECTION ANNUELLE 2026

« Collaborateurs dans une mission de réconciliation et de justice »

Introduction

Dans le cadre calme du *Theologicum* de Kassapa, le **Centre Arrupe pour la Recherche et la Formation (CARF)** a tenu sa journée annuelle de recollection le jeudi 15 janvier 2026. Loin d'être une simple formalité, cette recollection a été un temps stratégique qui visait à recentrer les cœurs et à réaffûter les outils dans un élan commun pour l'année 2026 placée sous le signe d'une mission renouvelée.

Sous le thème central « **Collaborateurs dans une mission de réconciliation et de justice** », inspiré du décret 1 de la 36e Congrégation Générale de la Compagnie de Jésus, les agents du CARF ont alterné entre l'appel du Christ et la discipline institutionnelle. Un lien vital a été ainsi tissé entre leur foi et leur engagement professionnel.

Instruction I : Appel à être une communauté de disciples en feu

Animée par le Père Martin BAHATI, S.J., Chargé des Programmes du Centre Arrupe, la première instruction a jeté les bases spirituelles de la journée. En s'appuyant sur le texte de la CG 36, le Père Bahati a invité l'équipe à méditer sur sa vocation fondamentale de *collaborateur*. Il a souligné que la mission du CARF – promouvoir la justice sociale, environnementale et économique – n'est pas une simple tâche professionnelle, mais une participation active à l'œuvre de réconciliation de Dieu



dans le monde. Cette mission exige un engagement personnel, un travail d'équipe authentique et une constante conversion du cœur vers les exclus, cœur de la spiritualité ignatienne.

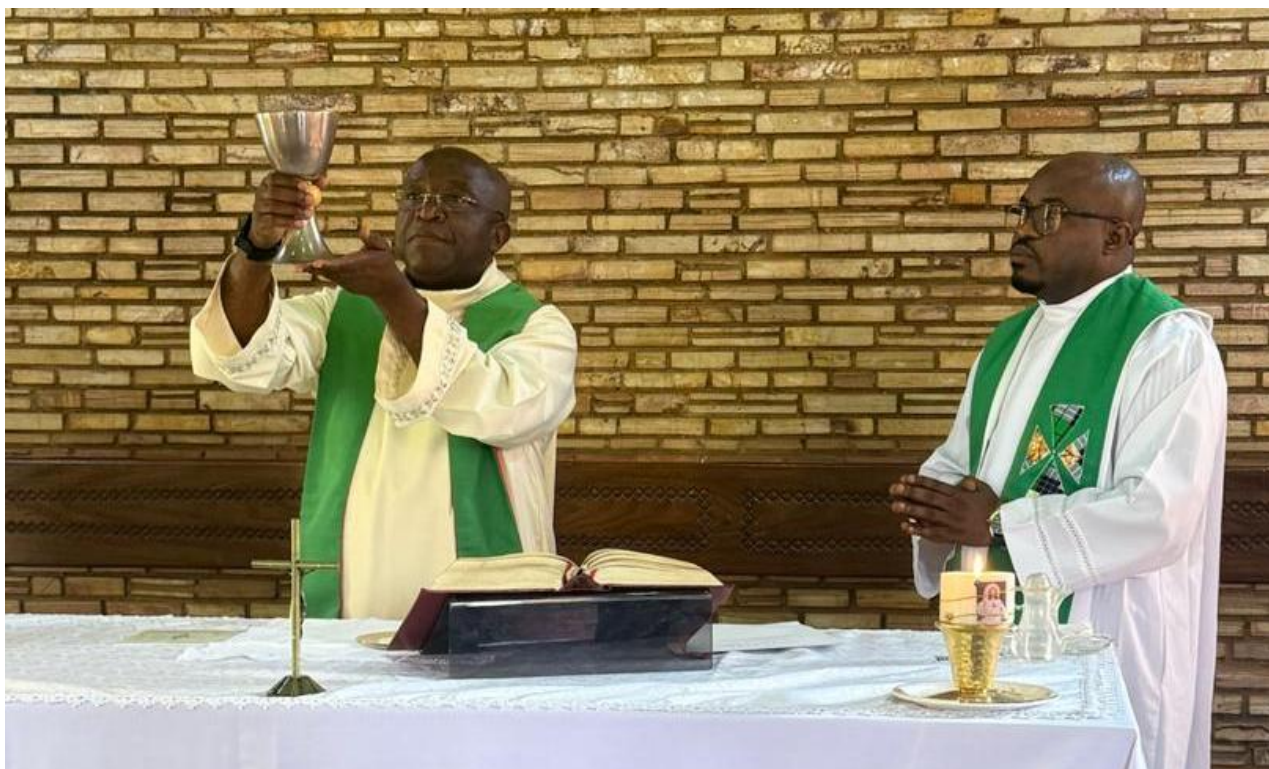
Le Père Bahati, SJ a invité l'équipe à ne pas se concevoir essentiellement comme une organisation, mais beaucoup plus comme *une communauté de discernement aux horizons ouverts*, constamment à l'écoute de l'Esprit dans les réalités complexes du monde. Il a insisté sur la nécessité pour chaque collaborateur d'être un *homme ou une femme de feu*, porté par une *passion authentique pour l'Évangile*. Cette passion, a-t-il expliqué, est le moteur qui transforme un travail en une mission. Le fondement de cette mission est clair : *marcher en mission avec le Christ réconciliateur*. Il ne s'agit pas de mettre en œuvre un projet humain, mais de participer activement à l'œuvre de réconciliation de Dieu dans l'histoire, particulièrement aux côtés des blessés et des exclus.

Cet appel personnel et collectif mène naturellement vers un objectif ultime : *le renouveau de notre vie apostolique*. Le Père Bahati SJ a encouragé chacun des participants à laisser cet appel transformer ses motivations, ses relations de travail et son impact, pour que toute l'institution soit *un signe crédible d'espérance*.

Tous les membres du staff se sont retrouvés en carrefour pour échanger sur les questions données par le prédicateur du jour. Juste après, l'équipe a célébré le nouvel engagement dans l'Eucharistie, présidée par le Père Bahati, scellant dans le sacrifice du Christ leur désir de collaboration à son œuvre.

Instruction II : Incarner la mission dans l'excellence et le renouveau

L'après-midi, le Père Toussaint KAFARHIRE MURHULA, S.J., Directeur Général, a pris le relais pour traduire cette spiritualité en culture organisationnelle. Son intervention, intitulée « **Pour une mission renouvelée : Manuel de procédures et culture organisationnelle du CARF – 2026** », a été un vibrant appel à ne jamais se satisfaire du statu quo. Il a rappelé une *dynamique de ne pas nous contenter de ce que nous faisons (magis ignatien)*, afin de pousser l'équipe à viser toujours plus loin, plus juste et plus efficace.





Il a encore rappelé avec force que le CARF doit être avant tout *une institution nourrie par la présence de Dieu*. Le pilier central de notre action en tant qu'ignatiens est de *rechercher Dieu en toute chose*. Cela signifie discerner sa présence dans les données de recherche, dans les visages des communautés minières que nous accompagnons, dans les défis administratifs, et y répondre dans une dynamique qui met de l'avant, les plus démunis.

Cette recherche de Dieu forge une *socialisation* et un *vivre-ensemble* particuliers au sein de l'équipe, basés sur le respect, la fraternité et le service commun. Le Père Toussaint a également redéfini le leadership : *le leadership n'est pas de se plaindre*, mais de prendre ses responsabilités avec créativité et courage. Pour cela, *notre regard sur nous-mêmes doit changer* ; nous devons voir notre travail et notre institution avec les yeux de la foi et de l'espérance. En définitive, a-t-il conclu, *notre manière de procéder devrait être la manière de procéder du Christ* : humble, servante, audacieuse et transformatrice.

Il a ensuite présenté les outils de cette mise en œuvre : le **Manuel de procédures et la culture organisationnelle du CARF pour 2026**, conçus pour structurer l'excellence, la transparence et l'impact de nos actions.

Un temps de questions, réactions et suggestions a permis à chacun de contribuer activement à la vision de l'année, qui incarne la culture du dialogue et de la co-construction, chère au CARF.

Synthèse et repas fraternel

La parole fut ensuite donnée au Père Julien BIJIRAMUNGU KAGERE, S.J., Directeur Administratif, qui a souligné l'importance de chaque membre dans cette mission commune et réaffirmé l'engagement de la direction à soutenir cet élan collectif.

Enfin, la journée s'est achevée sur un geste simple et profond de communion : un repas fraternel. Ce moment de détente et de partage a permis de resserrer les liens, de digérer les riches enseignements de la journée et de sceller, dans la convivialité, l'engagement renouvelé de toute l'équipe.

Conclusion

La récollection 2026 a abouti à une synthèse essentielle : elle a rapproché le *feu* de la passion évangélique, allumé par le Père Bahati ; des *structures* robustes et renouvelées présentées par le Père Toussaint. Les agents sont repartis du lieu de la recollection avec des procédures claires et surtout avec une conscience aiguë d'être les collaborateurs d'une œuvre plus grande qu'eux.

Unis, recentrés et résolus à incarner dans leur quotidien la manière de procéder du Christ, l'équipe du CARF aborde 2026 avec une détermination renouvelée pour servir, avec rigueur et compassion, la cause de la réconciliation et de la justice en RDC.



Bijiramungu Julien, SJ

Régent au CARF

Lancement de l'Observatoire d'actualités en RD Congo : Restitution de la participation du Centre Arrupe à la COP 30

L'observatoire d'actualité est cet espace que le CARF vient de mettre en place en vue de veiller, d'analyser et de valoriser les informations toutes récentes. Son rôle est de collecter des données, de référencer des événements et d'offrir un éclairage critique sur des questions spécifiques de notre société en rapport avec l'environnement, la solidarité internationale, la politique, la géopolitique et géostratégie, etc. pour une meilleure compréhension des dynamiques de notre époque.

Tenue à Belém (aux portes du poumon vert de la planète terre, au Brésil) en novembre 2025, la COP30 a été un moment clé pour les discussions mondiales sur la transition énergétique et la justice climatique. Le CARF a pris part à ces assises pour porter la voix des communautés affectées par l'exploitation du cuivre, du cobalt et du lithium dans les pays du Sud en général et en RD. Congo de façon spécifique. Sa participation a porté sur trois axes :

- Animation d'une table ronde officielle au Pavillon « *Amérique Latine, Caraïbes et Amazonie* » sur le thème « **Transition énergétique, minerais critiques et finance : perspectives de la société civile** » ;
- Intégration stratégique au sein des coalitions internationales *Justice in Mining* et *REBAC* (Réseau Ecclésial du Bassin du Congo) ;
- Mener un plaidoyer actif pour une transition énergétique éthique, inclusive et réparatrice.

La COP30 a été marquée par des développements géopolitiques majeurs, notamment le retrait des États-Unis des accords internationaux sur le climat, une décision qui redéfinit les équilibres mondiaux et affecte directement les pays du Sud, dont la RDC.

La présente édition spéciale de notre observatoire s'est donnée pour objectif, l'analyse des implications de ce retrait sur la gouvernance climatique mondiale, la restitution des enjeux, des défis et des perspectives de la Cop 30 pour la RD Congo et la réflexion autour du positionnement stratégique de la RD Congo dans l'architecture climatique mondiale renouvelée.

La séance de restitution avait commencé par la projection de la vidéo produite dans le cadre du plaidoyer du CARF à la COP30, mettant en scène les voix des élèves et des autorités scolaires du lycée Lubusha de Luisha qui est sous menace de disparition à la suite de l'avancée des travaux des entreprises minières COMILU SAS et EXCELLEN MINERAL Sarl ; et présentant également un aperçu du village Kansonga dont les terres arables sont grignotées du jour au jour par les activités minières des entreprises qui l'encerclent ; les rivières polluées et les espaces de vie comprimés, avec des risques de spoliation, de perte des mémoires culturelles, parmi tant d'autres.

A travers cet outil, le CARF a partagé son projet de lutte en faveur d'une transition énergétique éthique, inclusive et réparatrice qui s'oppose au modèle extractiviste et géniteur de nouvelles zones de sacrifice dans le Sud global. Le CARF propose une approche pragmatique de la gestion durable des ressources naturelles par le biais de son programme de recherche et de formation. Nous encourageons une réflexion critique et pédagogique, ancrée dans nos cultures et réalités locales.

Depuis cinq ans par exemple, nous collectons, grâce à notre mécanisme AlertesMines, toutes les mauvaises pratiques qui entachent les activités minières dans la région du Katanga. Grâce à notre observatoire d'actualités, comme nous venons de le noter, nous apportons une lumière sur les grandes questions et enjeux du moment. Pour donner une signature scientifique aux alertes que nous enregistrons par le mécanisme AlertesMines, nous envisageons nous doter d'un laboratoire d'analyse des échantillons de sol, eau et air.

En plus du rôle déterminant que vont jouer ces analyses de laboratoire dans nos démarches de plaidoyer, nous sommes persuadés qu'elles apporteront également une réponse concrète à l'une des préoccupations anciennes et persistantes de la communauté académique katangaise.



En milieux ruraux comme en ville, nous sommes engagés dans le soutien au modèle de résilience et l'accompagnement des coopératives minières artisanales. Nous offrons un espace d'écoute et d'expression aux populations locales et partageons leurs expériences afin de promouvoir un partage équitable des ressources et responsabilités. Nous donnons des lumières sur des sources de revenus alternatifs aux activités minières, aux femmes désireuses de quitter les sites miniers pour s'investir dans les activités agricoles durables et respectueuses des normes environnementales.

Nous avons porté les voix de ces communautés à Belem. Nous avons voulu nous y rendre avec des représentants de ces communautés que nous accompagnons, mais faute de lourdeur administratives de nos institutions publiques, nous n'avons plus d'autre choix que de les y représenter.



En effet, au regard de la réalité sur le terrain, du moins dans notre contexte, la transition juste tarde à se concrétiser. Le passage des énergies fossiles (pétrole, charbon et gaz) aux sources propres (énergie solaire, éolienne et hydraulique) devrait concilier urgence climatique et justice sociale. Que vaudrait une décarbonation de l'économie si les communautés riveraines des activités minières demeurent dans la précarité ?

L'énergie propre risque de devenir un luxe réservé aux plus riches. Alors que les haute et moyenne classes jouissent des voitures électriques, des panneaux solaires et autres ; les populations riveraines des sites miniers font face aux rejets acides des mines qui polluent les écosystèmes ; aux poussières polluées qui sont projetées dans l'air ambiant ; aux détonations des explosifs ; pour ne citer que ces cas.

Face à la faiblesse des institutions publiques qui sont censées veiller à la conformité aux normes environnementales et de justice sociale dans la chaîne d'approvisionnement des minerais, les multinationales se permettent tout ; malheureusement au prix des vies des innocents.

Innombrables sont les cas qui illustrent le chaos qui est nourri par l'obsession de l'argent. Il ne se passe pas un jour sans qu'ici ou là, des bateaux transportant des produits toxiques coulent, des bassins de rétention de déchets miniers cèdent et se déversent dans les rivières (c'est le cas par exemple de l'incident du 14 Novembre 2025 à Lubumbashi : déversement des déchets miniers de l'entreprise CDM sur les populations des quartiers Kassapa, Kamatete et Kamisepe à la suite de la négligence dans la surveillance des infrastructures et l'insuffisance dans le contrôle réglementaire). Comment parler d'une transition juste au regard de toutes les injustices auxquelles sont soumis les sans voix ?

Belém a été ce cadre de renforcement du sentiment d'appartenance à la famille humaine, et pourquoi pas terrestre ; un espace d'approfondissement des devoirs et responsabilités des uns et des autres envers les générations actuelles, futures et envers l'auteur de la création.

Ce grand sentiment de responsabilité transparaît dans les initiatives adoptées lors de ces assises, notamment à travers l'initiative *Tropical Forests Forever Facility*, sur laquelle nous souhaitons particulièrement nous attarder : l'Amazonie, le bassin du Congo ainsi que les forêts d'Asie de l'Est emmagasinent des quantités inestimables de carbone, régulent le cycle de l'eau et constituent un lieu de refuge pour la biodiversité. Ces espaces verts contribuent ainsi énormément au maintien du climat mondial. Malheureusement, depuis des décennies, les fonds alloués à leur maintien et préservation sont restés insignifiants au regard des bénéfices considérables qu'ils apportent à l'humanité.

L'initiative *Tropical Forests Forever Facility* lancée officiellement à la COP30 veut lever des fonds pour soutenir tous les pays qui préservent leurs forêts à la hauteur de 4USD par hectare de forêt conservée par an. 20% des fonds qui seront levés seront directement alloués aux peuples autochtones ainsi qu'aux communautés locales pour la gestion durable des forêts.

Pour le cas spécifique du bassin du Congo, plus de 2,5 milliards de dollars américains seront levés sur les cinq prochaines années, avec la participation de pays africains, de partenaires internationaux et de banques de développement pour protéger la forêt du Congo. C'est donc une opportunité qui s'offre essentiellement aux organisations non-gouvernementales et organisations de la société civile qui œuvrent dans le domaine de la conservation de la biodiversité.

Si toutes les parties s'y engagent, la mobilisation de financements en faveur des forêts tropicales contribuera énormément à la réduction des émissions des gaz à effet de serre (qui s'accroissent aujourd'hui par la déforestation) ; à l'éveil des consciences des communautés locales et à la création d'une culture de protection forestière à long terme.

Des mécanismes stricts de suivi et de contrôle devront être mis en œuvre au niveau national pour barrer la route aux pratiques de détournement qui fort malheureusement, sont très souvent soutenues par ceux qui sont censés veiller à la conformité à la réglementation.

Cet engagement à l'échelle internationale en faveur de la biodiversité devrait nous interpeler, jusqu'au cercle de vie le plus restreint, au sujet de notre rapport ou mieux, du regard que nous posons sur l'environnement. Il est beau temps d'intégrer la culture de la gestion responsable de nos déchets, chacun à son niveau et sans aucune exclusion ; bien avant que le pire ne nous arrive.

Aujourd'hui, sous d'autres cieux, en plus des déplacés de guerre, des populations sont obligées d'abandonner leurs terres pour des raisons liées au rapport irresponsable de l'homme à l'environnement. Des ménages qui vivaient essentiellement de l'agriculture font face à des sécheresses drastiques et aux feux de brousse qui les mettent dans des situations de précarité et qui donnent à penser.

L'attitude de certains pays développés comme les Etats-Unis et la Russie devraient nous appeler davantage à plus responsabilité. Déjà entre 2016 et 2020, le président américain Donald Trump a manifesté un état d'esprit sceptique en matière de changement climatique. Le retrait des USA des conventions sur le climat va énormément affecter les initiatives qui sont déjà en vigueur depuis quelques décennies. Cette attitude devra nous servir d'avertissement et nous inciter à faire preuve de responsabilité accrue.

C'est à cela que nous appelle l'Eglise à travers son message partagé à la COP30 : les solutions techniques auxquelles le monde essaie de nous soumettre aujourd'hui, toutes ces initiatives de financement et de crédit carbone ne suffisent pas à elles seules. L'Eglise appelle l'humanité à une véritable conversion de nos rapports à la terre qui est notre bonne maison commune dont nous sommes appelés à protéger, aussi bien pour notre bien-être que pour celui des générations futures.



LENGE M. Adrien

Chargé de projet/CARF

MISSION DE SERVICE EFFECTUEE A LUISHA POUR LA MOBILISATION, L'ACTUALISATION ET LA MISE EN PLACE DES DONNEES REFERENTIELLES DES BENEFICIAIRES DU PROJET DONOSTI III

Les journées du 27 au 30 Janvier 2026, trois membres du staff CARF ont effectué une mission de service à Luisha en préparatif du lancement des activités de la troisième phase du projet DONOSTI. Cette mission s'inscrivait dans une logique de consolidation des acquis, de diagnostic réaliste des dynamiques locales et de préparation opérationnelle des prochaines étapes du projet.

Les objectifs spécifiques poursuivis étaient notamment : actualiser les données sur les bénéficiaires et les associations partenaires ; évaluer l'état des activités de production végétale et animale ; identifier les besoins prioritaires en intrants et en infrastructures ; analyser les possibilités foncières pour la mise en place des champs écoles ; et formuler des recommandations concrètes pour le démarrage effectif des travaux agricoles, en particulier, la culture du haricot.



Sur le plan méthodologique, la mission a combiné des réunions d'échanges avec les associations bénéficiaires ; entre autres, les associations Maendeleo et Twendelee (à Luisha), l'association Tujenge (à Kabila), l'association Mapendo (à Kansonga) et les associations Tukakamane et Imani (à Kalubumbashi et Kakila) ; des visites de terrain (sites de production, poulailler, espaces envisagés pour les champs écoles) ; des discussions communautaires avec les riverains ; ainsi que des observations directes des infrastructures existantes. Cette approche participative a favorisé une compréhension fine des réalités locales et un climat de confiance avec les acteurs concernés. De ces échanges, quelques besoins urgents sont ressortis, entre autres, le besoin de l'acquisition des espaces qui serviront de champs écoles et l'acquisition des intrants agricoles pour le démarrage des travaux champêtres.

Evaluation du fonctionnement du poulailler en phase post-projet

Le fonctionnement du poulailler durant la période post-projet a été analysé de manière détaillée. La vente des poulets réalisée au mois de décembre 2025 a démontré que l'activité reste viable, malgré certaines limites liées à l'approvisionnement en poussins et à la planification financière.

L'équipe a également examiné les perspectives d'achat de nouveaux poussins afin d'assurer la continuité des activités. Il apparaît nécessaire de structurer davantage la gestion, notamment en matière de trésorerie et de planification des cycles de production.

Analyse des coûts pour l'annexe porcherie

Dans le cadre de cette troisième phase du projet, nous envisageons développer à côté du poulailler, une porcherie pour renforcer le volet élevage. Pour ce faire, une estimation des coûts des matériaux nécessaires à la construction de l'annexe porcherie (briques, ciment, gravier, etc.) a été réalisée. Cette évaluation a permis d'avoir une vision réaliste des investissements requis et de préparer une planification budgétaire cohérente, en adéquation avec les capacités du projet.

En plus de l'annexe porcherie, l'espace qui pourra abriter le champ école a été ciblé. Les critères pris en compte incluaient l'accessibilité, la fertilité des sols, la sécurité foncière et la proximité avec les bénéficiaires.

Célébration de la vie consacrée à Lubumbashi : le CARF offre une conférence sur les défis de la vie consacrée : approche psycho-spirituelle

Conférencier : Père Bienvenue Matanzonga, SJ



La journée du 31 Janvier 2026, consacrées et consacrés en mission à Lubumbashi se sont réunis au tour du Père Bienvenu Matanzonga, Sj pour analyser les défis actuels de la vie consacrée dans le contexte africain.

Docteur en Psychologie et Théologie, accompagnateur spirituel professionnel, psychothérapeute et pédagogue, le conférencier du jour a adopté une approche psycho-spirituelle, puisant aux sources de la théologie spirituelle et de la psychothérapie. Il a développé le sens profond de chacun des défis mis en lumière, en explorant leur contexte et leurs origines, tout en proposant des pistes concrètes de sortie, en appelant chacun des participants à entreprendre un chemin de transformation intérieure.

A première vue, on aurait pu penser que cet échange s'adressait exclusivement aux personnes consacrées. Pourtant, la vie religieuse n'est pas un mode de vie fermé ou ésotérique. Le religieux ou la religieuse naît d'une famille et se déploie au sein des structures sociales qui le soutiennent. Sa vocation ne peut donc pas se vivre en dehors des réalités humaines et sociales. Sans se confondre totalement avec le monde, le consacré vit au milieu des hommes et des femmes pour être un signe d'espérance et apporter un peu de lumière au tour de lui.

Le conférencier a développé son partage en dix points : la personne de Jésus, la connaissance de soi, les vœux, la vie communautaire, la vie de prière, les crises de la vie, la santé, la nature, le net – les réseaux sociaux ; et enfin, le bonheur.



La personne de Jésus Christ : la consécration à la vie religieuse est christocentrique. Tout est centré sur la personne du Christ. Le panéliste du jour a appelé les participants à reconsidérer la place qu'occupe le Christ dans leurs vies.

La connaissance de soi : savoir s'accepter et s'aimer est une cure thérapeutique. D'où l'appel à travailler sur la connaissance de soi. Qui suis-je ? Quelles sont mes faiblesses ? Quelles sont mes forces ?

Les vœux de religion : les vœux sont des promesses faites librement à Dieu dans l'Eglise, devant les témoins : les frères et sœurs. Notre vocation est la vocation à l'amour de Dieu, à bâtir le Royaume de Dieu. Les vœux viennent comme pour cimenter cette vocation, cet appel et font allusion à l'ensemble de tous ces efforts quotidiens à ressembler au Christ.

- **Le vœu de chasteté** : c'est le vœu de l'amour reçu de Dieu, amour à partager avec nos frères et sœurs. L'abstinence sexuelle est une conséquence de ce vœu. Les personnes consacrées sont appelées à apprendre à entrer en dialogue avec leurs corps et à écouter leurs consciences. Au-delà des dons de sentiments et des émotions dont elle est tributaire, la personne consacrée choisit de vivre un amour exclusif pour le Christ.
- **Le vœu de pauvreté** : c'est le vœu du partage, le partage de ce que l'on a et de ce que l'on est. C'est le vœu de la transparence.
- **Le vœu d'obéissance** : c'est le vœu de la mission. L'obéissance ne saurait être comprise comme une simple soumission passive ; elle se vit dans un esprit de dialogue et d'écoute mutuelle pour permettre à tout un chacun de participer à la vie communautaire et à la mission commune. Cette dynamique exige des efforts constants de la part de tous afin que l'autorité soit toujours exercée comme un service et que la communauté demeure un espace de confiance, de transparence et de croissance spirituelle. La fidélité au vœu d'obéissance suppose une vigilance éthique pour empêcher que les antivaleurs (le népotisme, le tribalisme, les protections partisans souvent désignées sous le terme de « parapluies », le libertinage ainsi que l'abus de pouvoir et d'autorité) ne s'infiltrant et ne compromettent la communion fraternelle.

Quelques attitudes à éviter dans le vécu des vœux :

- **Le triomphalisme** : il s'agit d'une attitude qui consiste à considérer le vécu des vœux comme une victoire personnelle. C'est en fait la tentation de présenter les vœux comme une preuve de perfection, de mérite ou d'excellence spirituelle. Chemin de conversion, souvent assez exigeant et fragile, le vécu des vœux invite à la simplicité, au dépouillement et à une dépendance confiante envers le Seigneur.
- **Le relativisme** ou le vivre dans l'à peu près

Quelques attitudes à promouvoir dans le vécu des vœux : l'humilité, l'effort

La vie communautaire : (ou quatrième vœu de religion). La communauté, c'est le lieu de la célébration de la grandeur et de la fragilité. Le succès de la vie communautaire entend la culture de certaines valeurs telles que le pardon, la correction fraternelle, la communication, la compassions, la gratitude, l'intelligence émotionnelle ; etc.

La vie de prière : la vie religieuse trouve son fondement dans la prière. Elle permet au religieux de renouveler chaque jour, le sens de son engagement. Pour ce faire, une place de choix devra être accordée à l'Eucharistie, aux sacrements et sacramentaux, à la prière communautaire, à l'oraison



quotidienne, au jeûne et sacrifices, à l'accompagnement spirituel et à bien d'autres pratiques pieuses.

Crises de la vie religieuse : l'adolescence (ou absence d'équilibre), la ménopause (elle vient avec le changement psychophysique et nécessite une préparation), l'andropause (vécue par l'homme à partir du moment où il se rend compte que la virilité n'est plus au rendez-vous), la crise de la foi (elle touche l'identité même du consacré. Lorsque la foi vacille, les vœux peuvent perdre leur sens profond, la prière devient difficile ou formelle, le sentiment d'appartenance à une communauté peut s'affaiblir. Ceux qui traversent pareilles situations sont des personnes à écouter et non pas à juger), la crise de l'identité, la souffrance et maladie, la vieillesse, la préparation à la mort ; etc.

La santé : la personne consacrée n'est pas un être désincarné. Prendre soin de sa santé est donc une responsabilité et requiert vigilance personnelle et soutien communautaire.

La santé physique : le corps est l'instrument de la mission. Une négligence prolongée peut affecter la vie de prière, la vie apostolique et la vie communautaire (le maintien de la santé des membres d'une communauté nécessite l'intégration de la culture de la couverture médicale ou assurance maladie ; la sensibilité aux faibles et aux aînés)

La santé mentale : la vie religieuse comporte des exigences particulières qui peuvent entraîner le stress, la solitude affective, la dépression ; etc. d'où l'importance de l'accompagnement spirituel et psychologique. Une évaluation mentale devra être effectuée avant l'entrée au noviciat.

La nature – l'écologie : les personnes consacrées devront s'investir dans la sauvegarde de notre maison commune.

Le Net : une réalité incontournable de notre époque qui peut devenir un instrument apostolique ou un facteur de dispersion, selon l'usage qu'on en fait. L'usage non régulé de l'internet peut se transformer en une distraction excessive et en une perte de temps et conduire ainsi à un manque foudroyant de discernement, à l'exhibitionnisme (partage des contenus inappropriés ou l'ouverture à des relations ambiguës). D'où l'appel à la prudence dans l'usage des réseaux sociaux et la nécessité de la formation à la maturité numérique.

Ces assises ont connues une forte participation : plus de 350 laïcs, consacrées et consacrés y ont pris part.

LES ACTUALITÉS



Evodie Ilunga

Journaliste et écrivaine. Elle s'est toujours sentie préoccupée par les affaires climatiques

Fortes précipitations : Lubumbashi

Le mois de janvier a été marqué par une abondante pluviométrie observée dans la ville de Lubumbashi. Ces fortes précipitations ont causé des dégâts matériels inestimables dans certains coins de la ville. A titre illustratif, le jeudi 22 janvier 2026 au quartier KALUBWE, des rafales des pluies accompagnées des vents et de la grêle ont démolies la toiture d'une maison et les murs d'une église ; une situation qui a bouleversé les habitants de cette zone qui ont vécu à travers cette circonstance, « le déluge de Noé... »

Ivanhoe valorise le cuivre au Lualaba

L'entreprise minière ivanhoe vient d'apporter une pierre d'innovation dans le secteur minier du Lualaba. En janvier 2026, elle a lancé la production de sa nouvelle fonderie de cuivre d'un investissement de 700 millions de dollars américains à Kamo-a-Kakula dans la province du Lualaba.

De par sa grande capacité de traitement d'environ 500 000 tonnes de concentré par an, cette fonderie de cuivre s'avère être la plus grande du continent Africain. Cette avancée majeure démontre à quel point la RDC aspire à un développement économique.

La RDC présente au forum « Abu Dhabi sustainable week »

La république démocratique du Congo a participé au forum « Abu Dhabi sustainable week » qui s'est tenu du 13 au 14 janvier dans la capitale Emiratie.

Représentée par la première ministre, la RDC s'est positionnée comme un acteur clé et stratégique face aux défis climatiques et énergétiques du moment.

Rappelons que grâce à sa forêt équatoriale, la république Démocratique du Congo constitue le premier poumon du monde.

Haut-Katanga : petite ouverture pour le traitement de la filière cupro-cobaltifère

Le 22 janvier 2026, au travers un communiqué officiel, le ministre des mines Louis WATUM a levé partiellement la suspension qui frappait plusieurs entités de traitement de la filière cupro-cobaltifère. « Le ministre des mines porte à la connaissance des opérateurs concernés et des artisans de la levée partielle de la mesure de suspension des entités de traitement localisées exclusivement dans la province du Haut-Katanga, sous réserve du respect strict des prescriptions



administratives, techniques et de traçabilité qui leur seront notifiées », a –t-on lu dans le communiqué.

La RDC signe un partenariat minier avec Xcalibur Multiphysics Group SL

Le 28 janvier 2026, le gouvernement congolais par le biais du ministère des mines a conclu à Kinshasa un contrat avec la société espagnole Xcalibur Multiphysics Group SL sur la cartographie géophysique aéroportée et géologique du territoire national.

L'objectif de cet accord est de doter la RDC d'une couverture géophysique et géologique moderne fondée sur des levés aéroportés à haute résolution, tout en insérant des données magnétiques, radiométriques et de télédétection, couplées à une interprétation géologique.

RDC : projection d'un système d'alarme précoce contre les catastrophes

Des lacs et des rivières sortent de leurs lits, le sol congolais vibre sous l'action des mouvements tectoniques, en apportant désolation et pleurs au sein de la population. C'est dans ce cadre de faiblesse environnementale que le gouvernement, en accord avec l'organisation des nations unies a lancé en janvier 2026, les tout premiers systèmes d'alarme précoce à l'échelle nationale.

Nord-Kivu : morts d'hommes suite à un glissement de terrain

La mardi 13 janvier 2026, un glissement de terrain monstrueux a englouti des habitations du village de burutsi dans le territoire de walikale au Nord-Kivu, dans un grognement des boues et des roches. Ce drame survenu aux petites heures a fait sept morts, 21 disparus, quatre blessés graves. Un incident qui accuse la déforestation ainsi que les constructions anarchiques.

Il sied de préciser que bien avant cet éboulement, une pluie torrentielle s'était abattue. Notons également que cet incident se produit au moment où le Kivu est sous occupation des rebelles du M23 depuis une année, une situation qui compromet le bon fonctionnement de tous les mécanismes d'accompagnement des creuseurs artisanaux.

Envoyez vos contributions à :
frontieresjcarf@centrearrupe.org